

## MESSAGE DU CHEF DE L'ETAT A L'OCCASION DE LA FETE DU 1er MAI

de libération contre leurs oppresseurs, parce que toute l'AFRIQUE se trouve concernée et parce qu'aucune des initiatives sont prises qui visent à bloquer le processus de libération de l'AFRIQUE.

\*En cette journée de 1<sup>er</sup> Mai et de solidarité internationale, le devoir nous incombe de réaffirmer, avec force notre soutien à nos frères combattants du ZIMBABWE, de NAMIBIE et d'AFRIQUE du SUD et notre ferme détermination à demeurer à leurs côtés jusqu'à la défaite totale des régimes colonialistes et fascistes de Prësoria et de Salisbury.

«Tout doit par ailleurs être mis en œuvre par les travailleurs et les syndicats d'AFRIQUE pour faire de la 2<sup>e</sup> Conférence Syndicale Mondiale contre l'apartheid, qui doit se tenir les 10 et 11 juin 1977 à GENEVE, un éclatant succès.

« Nous tenons par la même occasion à exprimer à nouveau notre totale solidarité et notre plein appui aux peuples arabes et au peuple palestinien dans leur juste lutte contre les occupants sionistes.

«Après cette brève analyse et ce rapide tour d'horizon, je voudrais à présent, camarades travailleurs des villes et des campagnes, au nom du Comité Militaire de Libération Nationale et de l'Armée, vous renouveler cette triple assurance :

— tout d'abord l'assurance que nous demeurons plus que jamais attachés à la poursuite du dialogue et de la concertation avec nos travailleurs et nos syndicats, à leur étroite association — dans la confiance, la sérénité et la franchise — à la définition, la conduite et l'exécution de la politique de développement économique, social et culturel de la nation;

— l'assurance ensuite — parce que c'est là notre devoir — que nous sommes toujours prêts à déployer de nouveaux efforts pour faire accéder nos travailleurs à encore plus de justice sociale, de liberté et d'égalité;

La situation dans cette partie de notre continent est extrêmement grave, a-t-il dit, parce que les patrouilles de ces territoires sont accusées à prendre les armes et à mener la lutte.

(Suite en page 4)

— ASSAINIR LA GESTION DE NOS SOCIÉTÉS ET ENTREPRISES D'ÉTAT  
— REAFFIRMER NOTRE SOLIDARITÉ AGISSANTE AVEC LES PEUPLES  
D'AFRIQUE AUSTRALE

Organisé par les experts de la Commission Nationale de Réforme Administrative en collaboration avec les responsables du Département des Finances, ce séminaire s'était assigné la tâche d'améliorer le fonctionnement de l'appareil administratif par des échanges d'informations et des causeries techniques à un niveau de ceux (chefs de CAF et sous-ordonnés) chargés de la gestion des biens du pays. Il a abouti, en cinq jours de débats,